

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 325 JEUDI 27 SEPTEMBRE 1979 4 F

Organe de la Fédération Anarchiste



(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

hebdomadaire

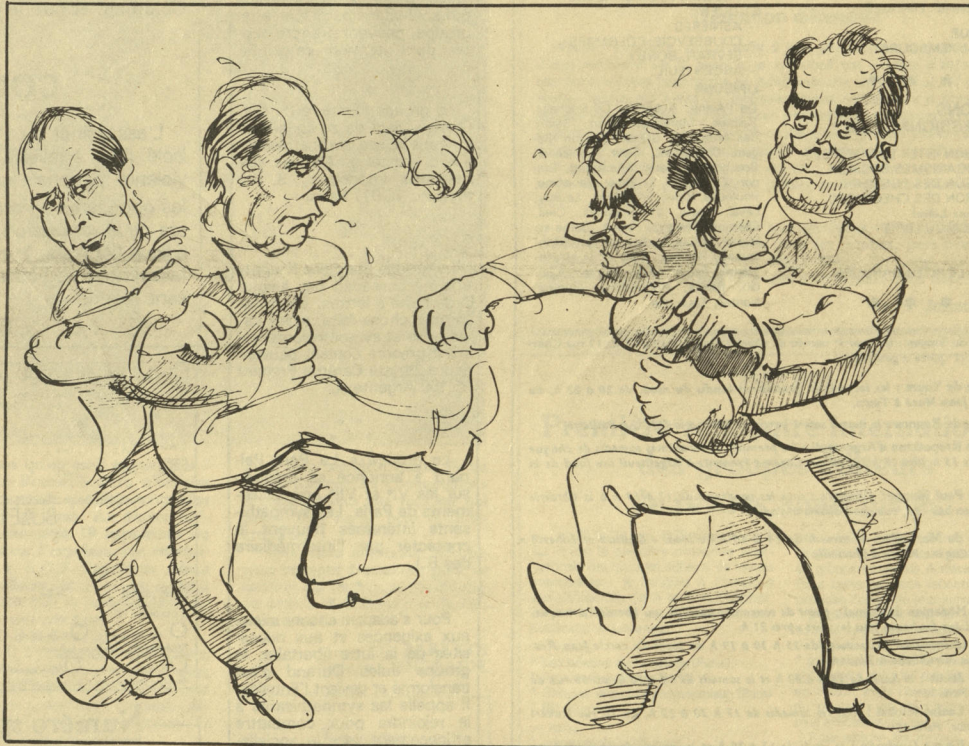
A PRÈS plusieurs années de bons et loyaux services, le prince Giscard d'Estaing, descendant de Louis XV par la porte de service, a limogé son féal l'empereur Bokassa 1^{er}. Celui-ci, dont le couronnement avait eu des échos dans la presse de la France épaisse, unanime dans la flagornerie, devenait trop voyant. Bien sûr, le ministre des Affaires Etrangères de notre beau pays avait bien déclaré que les massacres d'enfants en « Empire » centrafricain n'étaient pas prouvés et qu'il ne fallait pas juger trop vite. Mais des doutes subsistaient dans les esprits tortueux des contestataires impénitents (dans le genre d'Amnesty International). Ces « suppositions » se trouvaient même confirmées par Sylvestre Bangui, autre zozo de la même bande, qui s'est découvert une âme d'humaniste après plus de dix ans de collaboration. Il n'est d'ailleurs pas le seul, le gang entier s'étant rallié au « nouveau » régime. Comble d'ironie, c'était pratiquement ceux-là mêmes en effet qui tenaient le pouvoir avant Bokassa.

On dit le colonialisme mort. erreur! il a changé de visage. Les pays industrialisés ont trouvé d'autres techniques pour s'approvisionner à bon compte. On envoie plus la canonnière pour piller les richesses mais les paras pour défendre le bon peuple asservi par un tyran (qu'on a d'ailleurs mis en place avant). Naguère c'était brutal, grossier mais franc. Aujourd'hui c'est cynique et jésuite.

Le principal responsable de cette farce sinistre n'est pas Bokassa, déséquilibré notoire, mais bien le gouvernement français tireur de ficelles de tous ces pantins dérisoires. Giscard porte la responsabilité morale de l'assassinat des enfants de ce pays, il porte aussi la responsabilité des exactions que ne va pas manquer de commettre cette nouvelle équipe. Bien sûr elle sera lâchée dans quelques années ou quelques autres massacres. Alors, futurs dictateurs, apprentis-larbins des grandes puissances, méditez vous sera mis en place par Khadafi, autre cinglé clinique. Vous pourrez y jouer au bridge avec Amin Dada. Mais qui sera le mort dans cette partie sinistre ? Khomeiny ? Videla ? Pinochet ? Brejnev ?

A moins que vous ne préférerez l'islamisme révolutionnaire et socialiste lybien ; auquel cas un couvert à la table des pourris vous sera mis en place par Khadafi, autre cinglé clinique. Vous pourrez y jouer au bridge avec Amin Dada. Mais qui sera le mort dans cette partie sinistre ? Khomeiny ? Videla ? Pinochet ? Brejnev ?

P.C. - P.S. JE T'AIME MOI NON PLUS



Jeudi prochain
Le Monde libertaire
paraîtra avec
4 pages supplémentaires
consacrées au
DOSSIER FEMME



Des statuts d'autonomie arrosés de champagne

LE NATIONALISME NAUSÉABOND

L' article que nous publions ici (voir page 4) est tiré et traduit du journal *Solidaridad Obrera*, organe de la région de Catalogne de la C.N.T. espagnole.

Si nous avons choisi de le publier, c'est qu'il définit clairement les positions anarchistes sur cette question du nationalisme, positions qu'à la faveur d'une résurgence des luttes « régionalistes » (d'ailleurs beaucoup plus sensible en Espagne qu'en France), ont un peu trop tendance à oublier ceux-là mêmes qui se réclament de notre pensée, cédant aux modes du moment ou ne voulant pas « se couper des masses ». C'est aussi parce que, bien que se limitant en partie à la seule Espagne, il suffit de remplacer certains sigles ou noms de régions pour que cet article conserve toute sa valeur en n'importe quel point du globe.

La rédaction

FOP 2520

en bref...en bref...

Le syndicat de l'éducation CNT de Toulouse informe qu'il a changé ses heures de permanence. Celles-ci auront lieu désormais le lundi de 18 h à 20 h à la Bourse du Travail, entrée 1, rue Merly.

Xavier Dolzy et Loïc Lostanien sont passés en jugement le vendredi 21 septembre pour insoumission. Verdict : 24 mois dont 6 avec sursis. Près de 200 personnes de Nantes et Rennes étaient venues apporter leur soutien.

Les 29 et 30 septembre prochains à la Maison des Arts et Loisirs de Thonon-les-Bains sera créée la première université d'été savoyarde. Des professeurs et des sociologues interviendront sur le régionalisme, le patois, la presse locale et la renaissance des cultures régionales.

Piperno, militant révolutionnaire italien, accusé d'avoir eu des liens avec des ravisseurs d'Aldo Moro, risque l'extradition. Après une première demande rejetée par la Chambre d'accusation de la Cour d'appel le 31 août, Piperno se voit de nouveau enseveli sous un nombre important de chefs d'inculpation. Les enchères montent vite quand les appareils policiers et judiciaire travaillant bien à l'heure européenne, désirent tant l'emprisonnement de militants. Si la solidarité des travailleurs est encore en butte aux nationalismes imbéciles, les rouages répressifs des États sont, quant à eux, internationaux. Après Croissant, Winter et tant d'autres, Piperno risque d'être victime, dans l'indifférence générale, de la convention européenne sur la répression du « terrorisme ».

Lettre ouverte
à
Mr. Mesrine

« Nous avons été peiné d'apprendre que vous aviez envoyé à la presse des déclarations exultantes.

Peinés, oui, car vous n'avez pas pensé à nous anarchistes, qui n'avons jamais dit de mal sur vous!

Bien sûr, on pourrait vous reprocher d'avoir pris conscience un peu tard qu'il y a des classes sociales aux intérêts opposés et qu'il existe des saloperies comme les QHS. Mais l'essentiel est que vous ayez compris enfin.

Sur votre passé nous ne dirons rien, car nous ne sommes pas et nous ne serons jamais des juges.

Ce qui nous attriste dans l'affaire Tillier, ce n'est pas du tout que vous ayez cassé la tête à un « journaliste » notoirement fasciste, mais le geste. Voici pourquoi. Et si par exemple Spaggiari, creuvre d'extrême-droite, réglait ses comptes dans une grotte avec un journaliste de Libération ? Que dirait-on de lui ? Posez-vous la question.

Malgré ces petites critiques, vous restez sympathique par la haine que vous portez les flics et le culot suicidaire dont vous faites preuve pour leur rendre la pareille.

Nous vous conseillons de lire attentivement un livre de Bernard Thomas : Marius Alexandre Jacob (en vente à Publico). Vous y verrez que les anarchistes n'ont pas attendu si longtemps pour qu'un des leurs emmerde aussi le pouvoir un peu de votre façon. Vous y puiserez nombre de fructueux conseils.

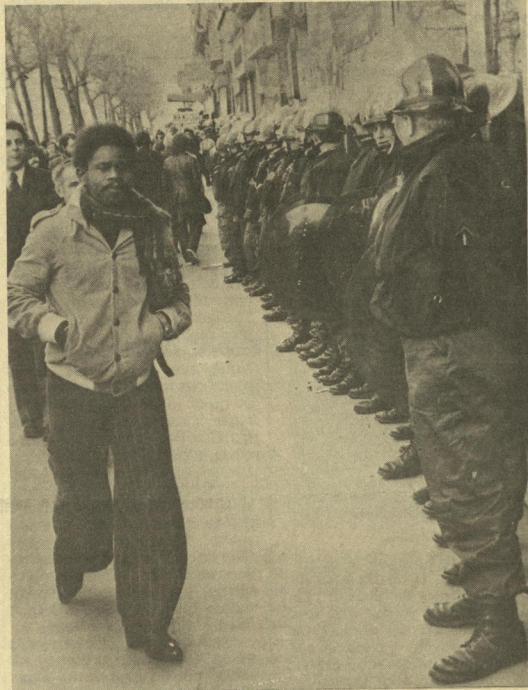
Salut et anarchie,
Jocelyne

FRANCE
« TERRE D'ASILE »

LES Français sont rentrés de vacances bronzés - mais pas basanés, ça c'est pour les Nord-Af - et malgré leurs couleurs durement acquises vont refaire la chasse aux « gens de couleur » comme dirait ce bon gros Léon Zitronne ou Mr. Bonnet. Pourtant, pendant que nous jouions les escalopes sur les plages, le gouvernement, lui, n'était pas en vacances de répression et nous concoctait une belle rentrée, français d'abord nom de Dieu ! Même Marchais qui, à Alger - sublime dérision - nous disait que l'émigration avait un rapport avec le chômage (Libé du 3/09/79).

mettre au goût du jour les recherches sur les motifs de la distinction raciale. Alors les rugbymen Sud-Africains ne viendront pas jouer en France, voilà qui n'est pas pour me déplaire, mais ne doutons pas que nous irons faire de la figuration à Moscou, où il ne fait pas bon, il me semble, être juif, letton ou étonien.

Alors l'on entend souvent : « le Français n'est pas raciste ». Non, il est XÉNOPHOBE ! Ce n'est pas uniquement la couleur qui compte, mais le fait de ne pas être dans la norme. Homosexuels, féministes, anars, écolos,



Alors qu'en est-il exactement ? La loi Bonnet-Stoléru n'est pas encore passée que déjà on expulse à tour de bras. Au Havre uniquement déjà 19 expulsions ou tentatives d'expulsion ont été traitées à S.O.S.-Expulsion (dont nous faisons partie) et l'on ne peut pas dire que la mobilisation ouvrière soit très forte :

* La C.F.D.T. : rien,
* La C.G.T. : soutient, mais a peur des débordements, alors à part quelques sections, reste en dehors de toute action pour l'instant, (débordée par vingt personnes, la grande centrale ?),
* F.O. : mort aux pluches.

En bref, ceux qui ne votent pas (en France, bien sûr), peuvent bien aller se faire pendre ailleurs et l'on soutient, comme le P.S., au coup par coup. Nos camarades des Foyers Sonacotra ne sont-ils pas invités par le P.C. à négocier, (il est vrai que celui-ci s'est découvert un amour immodéré pour les tables de conférences, pensant peut-être que la rue ne doit servir qu'à quelques démonstrations de force : Bastille-République ou Franklin-Hôtel de Ville, en ce qui nous concerne. Mais il n'y a pas que nos camarades maghrébins ou Africains dans le colimateur. Tous les « troubles de l'ordre public » sont motifs d'expulsion :

les Basques, un Italien, Piperno, pour lequel une nouvelle affaire Croissant est en cours (surveillez les soirs de matches de foot). Il ne fait plus très bon ne pas s'appeler Dupont et penser que tout ne va pas pour le mieux (le penser passe encore, mais le dire ?). Et là-dessus, la nouvelle droite (nouveaux cons) vient re-

mettre au goût du jour les recherches sur les motifs de la distinction raciale. Alors les rugbymen Sud-Africains ne viendront pas jouer en France, voilà qui n'est pas pour me déplaire, mais ne doutons pas que nous irons faire de la figuration à Moscou, où il ne fait pas bon, il me semble, être juif, letton ou étonien.

Alors l'on entend souvent : « le Français n'est pas raciste ». Non, il est XÉNOPHOBE ! Ce n'est pas uniquement la couleur qui compte, mais le fait de ne pas être dans la norme. Homosexuels, féministes, anars, écolos,

J.C. BARETTE
Groupe L'ENTRAÏDE

J'aime
mon pays

Après les virulents cris de guerre : « Fabriquons français et non à l'Europe allemande », les cocoricos tricolores du PC s'adoucissent et se teintent d'une couleur « bon enfant » qui n'est pas sans rappeler les toiles d'araignées de nos manuels scolaires d'après-guerre. Il s'agit là d'un magnifique poster de soutien à la fête de l'humanité, représentant une carte de France avec cette belle phrase qui, de Lille à Toulon, respire de toute sa grandeur :

« J'AIME MON PAYS »

A quand La Marseillaise sur l'air de l'Internationale ? Les propagandistes internationalistes prolétaires du PC nous réservent sûrement d'autres surprises...

Claude (Gr. Tours)

Les belles phrases
de la semaine

Leçon de morale

« Nous ne serons jamais le porte-parole d'un tueur. Et si nous rendons compte, un jour, de ses propos, c'est qu'il les aura tenus là où il devrait se retrouver au plus vite : en cour d'assises ».

C'est extrait du « Figaro » et il s'agit de... Mesrine. Ouf ! on a eu peur ! Pendant un instant on aurait pu penser que les « journalistes » de ce torchon retrouvaient un semblant de dignité en refusant de se faire plus longtemps les porte-parole de Robert Hersani, ex-nazi, complice d'une barbarie, et auquel, paraît-il, les tribunaux devraient s'intéresser...

Dassault est amour

Interrogé après la publication de sa feuille d'impôts par le « Canard Enchaîné », Marcel Dassault précise où vont une partie de ses bénéfices :

« Je verse tous les ans 3 millions de centimes au Secours Catholique, et cela ne figure évidemment pas sur ma feuille d'impôts ».

Le Secours Catholique financé par un homme qui a établi sa fortune sur la fabrication d'armement, voilà qui surprendra encore bien des naïfs.

Puis, après avoir rappelé que 18 000 postes de travail étaient fournis par les usines qu'il a créées, le vieux Marcel nous souffle cette solution originale au problème de l'emploi :

« Eh bien, si, par un coup de baguette magique, il y avait, en France, cent Marcel Dassault, il n'y aurait plus de chômage. Alors, cela vaut bien un petit revenu ».

Sans commentaire !

Détenue détendue

Alain Peyrefitte, qui a servi à peu près à tout et qui est aujourd'hui ministre de la justice, a effectué un voyage d'informations sur les systèmes judiciaire et pénitentiaire aux U.S.A. Il en est revenu - qui a dit hélas ? - apparemment satisfait et a livré ses premières impressions. Après avoir précisé que s'il devait être interné il préférerait de beaucoup l'être dans une prison américaine (sic), et signalé qu'il est souvent difficile de distinguer le détenu du gardien à l'intérieur des prisons (re-sic - ils doivent tous porter une arme sans doute !), le ministre a livré cette réflexion pleine d'humanité :

« Les instructions données aux gardiens en cas d'évasion sont d'abord de tirer en l'air, puis dans les jambes, puis pour tuer, y compris si l'évadé détient un otage. Mais, du coup, on ne pense guère à l'évasion, ce qui crée une atmosphère plus détendue... ».

Julien ROBIN

Revue

Première rencontre internationale
des groupes éditeurs
de revues anarchistes

LES 23 et 24 juin 1979 s'est tenue à Lyon la première rencontre internationale des groupes éditeurs de revues anarchistes - à l'origine à l'initiative des camarades de A Ideia (Lisbonne). Etaient présents les camarades des publications suivantes :

- France
- * Les raisons de la colère (Paris)
- * Revue anarchiste (Paris)
- * Tribune anarchiste-communiste (Paris)
- * IRL (Lyon)
- Italie
- * Interrogations (Turin)
- * A Ideia (Lisbonne-Portugal)
- * Volonta' (Valdobbiadene).

Ont fait savoir leur accord avec la rencontre, mais ne pouvant y participer :

- * A Ideia (Lisbonne-Portugal)
- * Bicicleta (Valence-Espagne)
- * Anarchist review-Freedom press (Londres-Grande Bretagne)
- * Cienfuegos Press (Londres-Grande-Bretagne)
- * Freie Presse (Wetzlar-RFA).

La première partie de la rencontre a été consacrée à la présentation des revues présentes et, de manière générale, à l'ensemble de la presse anarchiste et libertaire de langue italienne et française. Furent examinés aussi bien les problèmes techniques et typographiques (coût de l'impression, financement, distribution, etc.) que, et surtout, ceux rédactionnels.

Se trouvant d'accord sur le principe et sur la nécessité d'entretenir de plus étroites relations entre les initiatives éditoriales libertaires, en particulier par le moyen de rencontres comme celle-ci, les présents proposent :

- la convocation d'une seconde rencontre internationale des groupes éditeurs de revues anarchistes, qui aura

lieu à Milan les 6 et 7 avril 1980, dont l'organisation technique est à la charge du groupe éditeur de A rivista anarchica. Pour cette seconde rencontre il a été proposé l'ordre du jour suivant :

* présentation et examen de la situation de la presse libertaire, et en particulier de chaque revue.

* analyse du rôle de la presse anarchiste et libertaire dans les années 80, surtout en liaison avec l'exigence de « sortir du ghetto » et de s'inscrire toujours plus efficacement au niveau social.

Pour alléger les travaux, toutes les revues anarchistes intéressées sont invitées à faire parvenir avant la seconde rencontre, aux autres revues une brève présentation écrite de leur histoire, fonctionnement, caractéristiques, distribution, etc. Les présentations des revues présentes à la première rencontre seront prochainement publiées dans un numéro de CPCA.

- l'engagement à stimuler la réalisation de rencontres internationales de discussion sur un thème d'intérêt sociopolitique général. Ces rencontres seront organisées par deux, trois ou plusieurs revues de pays différents, avec la collaboration « sur place » des groupes anarchistes et libertaires intéressés par le sujet. L'objectif de ces réunions sera de réfléchir et d'élaborer une meilleure compréhension de notre réalité, cherchant à développer la pratique militante et la théorie révolutionnaire.

Une rencontre internationale sur le thème « Consensus, dissidence, répression » est prévue pour la première quinzaine de décembre à Paris, à l'initiative des revues Les raisons de la colère (Paris), Nada (Barcelone) et Interrogations (Turin).

D'après communiqué élaboré
par les participants

Des statuts d'autonomie arrosés de champagne

LE NATIONALISME NAUSÉABOND

C'est parmi les sourires, les flashes et le champagne que le statut basque a été approuvé à Madrid. Les nationalistes basques, toutes classes mêlées, sont satisfaits. Les grognements viendront des groupes ultra-nationalistes (Herri Batasuna et ETA-militaire) qui souhaiteraient un pouvoir accru pour « leur » Etat. Dans les mois à venir, en raison du référendum, on pourra se rendre compte du degré d'influence de chacun des deux blocs nationalistes. Mais, de fait, il n'y a aucune différence essentielle entre chacune des positions - celle qui accepte le statut et celle qui le refuse - lorsque, pour résumer, la seule chose qui se discute est le pourcentage de répartition du gâteau que constitue le pouvoir. Avec ce statut, l'Etat central abandonne quelques-unes de ses fonctions aux appareils bureaucratiques du Pays Basque, mais tient toujours bien en main la queue de la poêle. Il faut dire toutefois que même si tout le pouvoir se trouvait aux mains d'un Etat basque indépendant, cet Etat continuerait à être un appareil oppresseur et répressif. Ces variations parmi les élites professionnelles de la politique ne suffisent à aucun moment la moindre libération pour les exploités.

Quant à l'ETA, le temps nous dira comment elle réagira devant cette nouvelle situation. Tandis que la branche politico-militaire accepte le statut, la branche militaire le repousse. Avec le temps là encore, on verra si l'ETA, ou l'une de ses branches, abandonnera la « lutte armée » ou si elle continuera à poser des bombes et à jouer de la gâchette.

La police, au Pays Basque comme partout, mais surtout peut-être au Pays Basque (si l'on s'en tient à l'Espagne) assassine et torture, établissant la terreur généralisée. Dans ses actions, la police est couverte par les médias, y compris les journaux démocratiques et dans le vent, lesquels demandent plus de répression et plus d'assassinats, proposant de sauver la démocratie à base de délation et de coups de feu, à base de mesures dictatoriales et terroristes. Qui prétend que le franquisme a disparu ? Mais les crimes des corps répressifs et notre refus de la police n'a pas à nous amener à défendre l'ETA, ni à idéaliser son idéologie et son action. Nous ne sommes ni avec Madrid, ni avec l'ETA. Disons-le clairement : l'ETA professe un fanatisme nationaliste ultra-autoritaire type IRA et, de même que l'IRA, est une organisation qui procède du catholicisme. Dans l'ETA confluent l'autoritarisme religieux multiplié par l'autoritarisme nationaliste, multiplié à nouveau par les autoritarismes marxiste et militaire. Nauséabond !

En plus de l'appui que cette organisation peut trouver au sein du peuple basque - fait qui ne change en rien notre refus de l'ETA - il faut bien constater que l'ETA jouit d'une admiration au sein des secteurs gauchistes et parmi les marxistes auto-proclamés « libertaires ». Ces secteurs sont fascinés par ce que l'ETA a d'une organisation dure, fanatique, machiste - « avec des couilles » - qui tue ; ils sont fascinés, en un mot, par le totalitarisme de l'ETA.

Les négociations et jeux de couloirs se répètent à propos du statut catalan. Au moment où s'écrivent ces lignes, les marchandages se poursuivent mais rien

ne laisse augurer un final différent du cas basque. Tout indique qu'il ne manquera pas non plus de champagne lors de ce final.

Le nationalisme

Le nationalisme est une religion d'Etat. Le nationalisme revendique le droit des peuples à être exploités par leur propre classe dominante, par des oppresseurs de leur propre pays. Le fédéralisme libertaire anti-étatique est une tout autre chose, qui part des individus associés dans les communes libres.



— Affiche de soutien aux réfugiés basques à Bayonne

Personne ne peut nier que le franquisme a tenté de perpétrer un génocide culturel avec les Basques et les Catalans, comme personne ne peut nier non plus l'existence des diversités ethniques et culturelles dans la péninsule ibérique et le droit des minorités à une identité et une culture propres. Mais, malheureusement, au lieu de la reconnaissance égalitaire de la diversité, le nationalisme exacerbé et le culturalisme monoculteur abondent de chaque côté des « frontières ». Jusqu'à quel point l'espagnolisme et le catalanisme (ou « basquisme ») ne sont les deux faces d'une même médaille ?

Comme anarchistes, nous ne luttons pas pour que l'Etat légalise le catalan ou le proclame langue officielle ou co-officielle, mais pour l'annulation de toute législation sur ce point, pour que les individus et les divers groupements ou collectivités auto-organisent la culture comme ils le désirent, dans une enrichissante confrontation pluraliste de cultures et de langues.

Les statuts supposent l'escamotage des libertés et de l'autonomie des peuples, étant donné que l'autonomie comme l'auto-détermination des peuples sont incompatibles avec toute forme de statut. De fait, les statuts concèdent seulement de l'autonomie aux bureaucraties et aux appareils politiques. En accord avec notre fédéralisme anti-étatique, nous affirmons que le fait de transférer quelques-unes des compétences de l'Etat du centre vers la périphérie, donnant ainsi naissance à d'autres entités étatiques (ou mini-étatiques), maintient intacte la fonction répressive et exploiteuse de l'Etat.

Ceux qui exercèrent la dictature franquiste cherchèrent, après la mort du « caudillo », à perpétuer leur domination en adoptant des formes de domination

parlementaire et en incorporant l'opposition dans les mécanismes du pouvoir franquiste, opposition qui accéda à ce rôle en échange de pactes, sinécures etc. Les élections du 15 juin légitimèrent le franquisme parlementaire, grâce à la collaboration et la participation de l'opposition (qui ne s'oppose à rien). De la même manière, les Etats légitiment l'Etat central à travers leurs organes « régionaux » et à travers le consensus avec l'opposition, tenant compte, de plus, que les appareils politiques « régionaux » des partis étatiques dépendent des comités centraux de Madrid. Les statuts consacrent

ront dans la pratique le triomphe de l'Etat, la fortification de ses mécanismes de pouvoir. Le pouvoir central sortira plus fort et légitimé par ses organes ou bras de pouvoir « régionaux » (qui de fait sont des mini-États).

Le nationalisme est totalitaire, parce que c'est une idéologie unificatrice qui nie la pluralité et la diversité des groupes et des classes sociales au sein de son espace géographique ; le nationalisme, au nom des abstractions telles que « Nation », « Patrie », « Intérêts communs », etc., nie la concrète diversité des intérêts et des idéologies, comme les conflits qui en découlent. Que veut dire : « les Espagnols », « les Basques », « les Catalans », « les Andalous », etc. ? Catalans, Basques ou Espagnols, un bourgeois et un ouvrier, un catholique et un athée, un marxiste et un anarchiste pensent-ils de même ? Non seulement le nationalisme est réactionnaire en tant qu'idéologie unificatrice mais aussi parce que, en fomentant la concivence et la confiance des exploités envers les institutions oppressives, elle augmente l'absorption de la société civile au sein de l'Etat. Le nationalisme provoque l'identification des masses à l'Etat par le fait que cet Etat est du pays, est propre. Par ailleurs, espagnole, basque ou catalane, la police continuera à être la police. Il suffit à ce propos de rappeler les agissements des corps répressifs de la Généralité de Catalogne durant la Seconde République. Ce n'est pas par le nationalisme étatique que nous gagnerons l'autonomie et la liberté.

En intégrant au pouvoir, les forces politiques nationalistes montrent leur véritable visage autoritaire et réactionnaire. L'explication et la diffusion du fédéralisme libertaire se font nécessaires.

D'après Solidaridad Obrera

justice avec un petit « j »

Nous sommes tous en liberté provisoire

A n'en pas douter, nous vivons vraiment une époque formidable ! Et ce n'est pas Guy Falgairolle qui me contredira, lui qui vient de passer la bagatelle de 5 ans en prison, pour rien, pour un hold-up qu'il n'a pas commis.

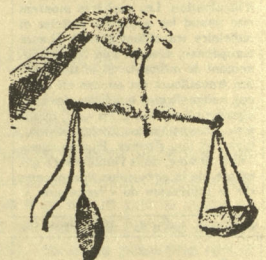
Cela dit, ne croyez surtout pas que je considère qu'on puisse passer des années en prison pour quelque chose et qu'il soit normal de faire subir à des hommes des années de démolition humaine, quelle qu'en soit la raison. Les anarchistes ont toujours dénoncé et combattu le système carcéral engendré directement par une société irrémédiablement tarée. C'est pourquoi nous n'avons jamais craint de passer, aux yeux de certains, pour de doux rêveurs - entendez par là ceux dont le projet est le seul à être véritablement révolutionnaire puisque des prisons, nous n'en voulons pas ! Et il me revient toujours à l'esprit l'histoire de cet immigré condamné à plus de 30 ans d'emprisonnement pour viol !!!

Cette mise au point nécessaire étant faite, revenons à Guy Falgairolle dont la détention a dû être très certainement encore plus pénible puisque condamné à 8 ans de réclusion, il vient de sortir au bout de 4 ans et demi alors qu'il qu'il était innocent et que la justice, depuis le début, le savait parfaitement.

Un petit retour en arrière s'impose ici : en janvier 1975, Guy Falgairolle purge une peine pour un vol de moto, il a alors 19 ans. Conduit au commissariat pour cette affaire, les flics vont alors l'obliger à s'accuser d'un délit qu'il n'a pas commis, tout cela, bien sûr, selon un scénario classique, avec ces bonnes vieilles méthodes chères à notre police et qu'on appelle tabassage en règle. L'inspecteur va donc obliger Guy Falgairolle à signer une déclaration dans laquelle il reconnaît être l'auteur d'un hold-up, déclaration qu'il confirmera sous la menace auprès du juge d'instruction. Une confrontation suivra, avec des témoins, tous d'« honorable moralité », qui reconnaîtront Guy sans aucun problème. Une affaire rondement menée qui le conduira le 17 juin 1976 à la prison pour 8 ans !

Mais surprise ! Quelques jours après le procès, un détenu ni-mois écrit au juge en lui expliquant qu'il a condamné un innocent, car c'est lui, dit-il, qui a commis ce hold-up, qu'il peut même en fournir la preuve ! Consternation ! Car les juges se retrouvent avec un coupable encombrant et ils vont, oh ironie ! tout faire pour lui prouver qu'il est innocent (le monde à l'envers). Mais rien à faire, Bonal, c'est son nom, l'emportera et sera à son tour inculpé pour la même histoire. A cet instant précis, toute personne normalement constituée pourrait penser que le procès Falgairolle va alors être révisé et ce dernier relâché. Eh bien, non ! On va le garder tout de même en prison. Car si le code pénal reconnaît à la justice le droit à l'erreur, il faut croire que celle-ci est loin d'en abuser. Cette belle saloperie baptisée du nom présomptueux de « justice » préfère, c'est sûr, le risque de l'injustice plutôt que d'admettre l'erreur. D'ailleurs, les cas de révision de procès sont peu nombreux et relativement comiques.

Un seul exemple suffit pour s'en convaincre : si vous êtes condamné pour homicide volontaire et que votre supposée victime apporte la preuve qu'elle est vivante, votre procès sera révisé ! Ne riez pas, c'est écrit noir sur blanc. D'autre part, en dernier recours, seul le Garde des Sceaux a le pouvoir de décider s'il faut ou non réviser un procès. Alors avec Peyrefitte, on est tout de suite rassuré !



— A manipuler du bout des doigts et en se pinçant le nez.

Guy Falgairolle est sorti de prison le 14 septembre dernier, après 4 ans de détention arbitraire. Il est en liberté conditionnelle car toujours coupable aux yeux de la justice. Pour cet homme de 24 ans, le combat ne fait que commencer, il veut obtenir réparation et faire éclater l'innocence de son compagnon de détention Guy Mauvillain, condamné à 18 ans de réclusion pour meurtre, sans mobile, sans preuves, sans indices, sans aveux. Alors, dit-il, « je veux parler, expliquer à tout le monde comment on fabrique un coupable, gueuler jusqu'à ce que j'obtienne une réhabilitation et puis je voudrais aussi parler des autres : de Mauvillain et de Ranucci aussi, qui avait avoué et qu'ils ont exécuté. Les gens doivent savoir ce qu'est vraiment la justice !!! »

Pour notre part, nous avons depuis fort longtemps notre opinion sur cet appareil judiciaire, un des plus solides piliers de l'Etat, constamment vautré et qui vient de se distinguer à nouveau en prenant près de 5 ans de la vie d'un homme. A qui le tour ?

Denis LAROISSINIE

GÉRARD CARAMARO DEVANT SES JUGES

Notre camarade Gérard CARAMARO, dernier des « inculpés du 23 mars » à devoir passer en jugement, répondra précisément de son crime (se rendre à une manifestation) le mercredi 3 octobre à 13h30 devant les juges de la 23^e chambre correctionnelle du Palais de justice de Paris.

Interrogé, ce camarade nous confiait qu'il avait confiance en la justice de son pays. Néanmoins, nous vous demandons d'aller le soutenir sur place au cas où il devrait déchanter.

La Rédaction

**Pour détruire définitivement
la peste brune
il faudra d'abord détruire
les rats putrides qui la colportent**

QUAND un militant d'extrême-gauche, et qui plus est juif, après avoir été accusé et condamné pour un double crime des plus atroces, se voit enfin acquitté sous la pression d'une mobilisation tenace, c'est-à-dire qu'il est alors « en principe » reconnu innocent, la chose dérange énormément la frange abrutée de la population domestiquée et décervelée par les mass-médicores et leurs diverses courroies de transmission idéologiques. Cela, le troupeau larvesque des nazillons perpétuellement frustrés de n'être que ce qu'ils sont ne peut le tolérer.

Brigade de la mort de « flics protégés » reconvertis pour la circonstance en apôtres du « devoir obéissant » et du « nettoyage social », ou simples militants d'extrême-droite castrés de la cervelle en mal d'activisme ? Qui a tué Pierre Goldman ? Après tout peu importe, le résultat misérable est de toute façon connu à l'avance. Nous savons, après les meurtres de Pierre Maître, d'Henri Curiel, les bombes aux foyers Sonacotra et les meurtres d'immigrés, qu'il est des assassinats a priori déclarés sans coupables connus par le pouvoir puant qui nous gouverne, et que celui de Goldman a toutes les chances policières et judiciaires d'en être désormais un de plus.

Ce que nous savons fort bien par contre c'est que ce meurtre de frustrés intellectuels et d'impuissants de l'intelligence prend figure à l'heure actuelle de rouage symbolique dans la gigantesque stratégie de la tension qui, peu à peu mais méthodiquement, s'emplit en prenant dès lors toute sa signification politique dans un capitalisme en pleine restructuration.



On tentera - on a d'ailleurs commencé - finalement de persuader les honnêtes citoyens bien chloroformés par leur dose quotidienne d'Hersant et consorts, que Goldman n'était peut-être pas, malgré tout ce qu'on a pu en dire, si « innocent » que cela et qu'après tout cet « extrémisme » ne l'a pas volé.

On tentera (peut-être ?), après quelques manifestations bien inoffensives et quelques indignations toutes journalistiques de nous faire tous rentrer gentiment chez nous regarder devant le poste le PCTG nous dire qu'en dehors de la légalité (bourgeoise) il n'est point de salut pour la classe ouvrière.

C'est finalement là-dessus que tablent le capitalisme et l'Etat chaque fois qu'un militant qui les combat est tué directement ou indirectement par leurs laquais dissimulés, pour le danger présent qu'ils incarnent ou tout simplement pour le mythe qu'il symbolise.

Chaque assassinat politique impuni et ouïlé indique donc clairement aujourd'hui au pouvoir et aux truands (en uniforme ou pas) qu'il protège et paie dans la coulisse, qu'ils peuvent désormais aller plus loin en toute tranquillité et éliminer tout ce et tous ceux qui gênent la bonne marche de leurs affaires,

c'est-à-dire de notre esclavage salarial et étatique quotidien.

De qui dépend que cet engrenage cesse ?

De qui dépend que les rats crévent ?

De chacun de nous !

Cette réalité du système n'apparaîtra à tous ceux qui le subissent que proportionnellement à l'ampleur et à l'acharnement de la lutte révolutionnaire que nous, communistes-anarchistes, déclencheront contre lui, et non de son degré plus ou moins grand de fascisation, lequel sera directement fonction de l'absence de résistance qu'il rencontrera de chacun d'entre nous...

**Francis et Marie
(Gr. Commune de Kronstadt)**

Il monte, monte, monte...

**L'OR...
UNE BELLE GANGRÈNE**

L'or, ces derniers jours, a encore fait parler de lui. Le lingot, le Napoléon enregistrent des sommets jamais atteints... Il y a maintenant quelques mois nous signalions le fait en disant que cette hausse, fusse-t-elle conjoncturellement le reflet d'une panique spéculative, suivait un processus logique et qu'elle continuerait encore, toujours... au moins tant que la société restera fondée sur les inégalités économiques et le profit.

Si de temps à autre l'or atteint de telles crêtes il s'agit d'une manifestation typique d'hystérie de possédants qui ne croient guère aux vertus cardinales que les Etats accordent à leurs monnaies. Il s'agit là d'une catégorie particulière de population fortunée qui, ne discernant pas ou mal l'horizon du système économique, joue sa propre sécurité au détriment de celui-ci. Il n'est de meilleure démonstration anticapitaliste que celle que nous fournissons aujourd'hui cette partie de la gent exploiteuse.

Un contexte d'inflation mondiale et de croissance incertaine, un contexte politico-militaire international déstabilisé et tout aussi incertain, nous avons là réunis, grosso modo, les conditions générales qui déterminent cette hausse d'un métal qui, d'ailleurs, n'a plus depuis six ans de référence avec aucune monnaie du monde. Outre ses excès et bien que n'étant plus représentatif comme étalon monétaire, sa hausse à long terme suit au moins la moyenne du taux de l'inflation mondiale.



Cette hausse de l'or reste un baromètre merveilleux de l'état économique qui prévaut. En France, en Italie la situation n'est guère brillante. En Allemagne et en Angleterre la confiance est entamée soit par certaines statistiques pessimistes, soit comme au Royaume-Uni par un round d'observation entre les partenaires sociaux dont on ignore l'issue réelle. Enfin aux USA la politique de Carter, la course à la Maison-Blanche qui s'ébauche, sont autant de facteurs d'inquiétude. Giscard, dans son dernier interview télévisée, a parlé de consensus. S'il n'existe pas dans notre pays, il s'étiolé ailleurs, hormis sans doute au Japon. Les conditions sociales et leur devenir ne se prêtent guère à ce genre d'exercice gouvernemental.

Des excès il y en aura encore. N'oublions pas que parmi les producteurs, et pas des moindres, il y a deux régimes bien particuliers, celui de l'Afrique du Sud et de l'URSS. Si pour l'heure aucun risque politique n'est envisageable, qu'en sera-t-il d'ici les prochaines décennies ?

A cette situation donc, les possédants ont répondu par une spéculation sur l'or. Faisons leur confiance pour savoir quel est le choix le plus judicieux pour placer leur encaisse. Mais par là-même leur réaction justifie nos propositions économiques révolutionnaires. Il existe de ces gangrènes qui restent inéductibles. Si nous n'en sommes pas encore totalement à ce stade, nous n'en sommes pas loin.

Roland BOSDEVEIX

P.C. - P.S.

**Valse
hésitation**

Le jeudi 20 septembre a eu lieu au siège du PCF la rencontre entre les chefs de file du PC et du PS. Rencontre proposée par François Mitterand et que Georges Marchais avait refusée dans un premier temps.

Depuis la préparation de la campagne électorale de mars 78, le ton a bien changé entre les deux formations. De la rédaction d'un programme commun et du partage équitable des mairies, on est arrivé à une coexistence qui n'a rien de pacifique. Le PC fait porter au PS la responsabilité de l'échec de 78 et le PS ne lui ménage pas les critiques. C'est le « chacun pour soi » qui règne, chacun des partis travaillant dans son coin à tirer à lui la couverture, les yeux fixés sur l'horizon 81 des présidentielles. Aussi, les observateurs bien informés, non plus que les membres des deux délégations, ne se faisaient-ils guère d'illusions à propos de l'issue de la réunion. On peut à juste titre se demander d'ailleurs pourquoi ceux-ci ont accepté de se rencontrer, convaincus qu'ils étaient de n'aboutir à rien. Aubaine pour les journalistes, cette rencontre a permis de remplir deux colonnes de journal, mais ne constitue qu'un lamentable épisode de la politique, au sens le plus politique du terme, celui qui donne envie de vomir.

De cela, les dindons de la farce, les premiers concernés, c'est-à-dire les travailleurs qui accordaient leur confiance à ces pantins, commencent à prendre conscience. Le PC et le PS, pour clore leur discussion, ont en effet pondu une déclaration commune où le seul accord, proposé par les socialistes, réside dans la réunion prochaine des conseils municipaux déjà constitués d'union de la gauche, en vue d'une lutte à mener contre l'augmentation de l'impôt. Trois heures d'entrevue pour en arriver là...

Maigre résultat. Cela est clair désormais, l'union de la gauche n'a pas résisté à l'appât de pouvoir des uns et des autres au sein de cette union. Non messieurs, les réunions au sommet que vous tenez, dans vos immeubles confortables, vos discours généraux sur les travailleurs (au fait, savez-vous ce que c'est que le travail ?) ne sont plus crédibles. Ici et là, les luttes se font malgré vous, et pas assez souvent contre vous.

Non contents de vous ridiculiser aux yeux du pouvoir en place qui, lui, magouille avec plus de discrétion, vous vous déconsidérez aux yeux de ceux que vous avez trompé trop longtemps, et c'est tant mieux !

Refusant de signer un pacte de non-agression, vos élus persistent à vouloir s'insulter, ressassant sans cesse leurs fautes relatives à l'échec électoral de l'an passé. Voilà où vous en êtes. Et vous prétendez, dans le langage qui est le vôtre, gouverner, assumer les responsabilités du pays, proposer des solutions acceptables aux problèmes du chômage, de la sécurité sociale, etc. Heureusement pour vous, deux organisations gauchistes (LCR et OCI) que vous traînez pourtant dans la boue, s'accrochent désespérément à l'idée du programme commun, vous suppliant de le réaliser enfin. Dans le ciel rouge, les mânes de Lénine et Trotsky sont ardemment sollicitées pour que l'union se fasse. Mais las, on a les supporters qu'on peut...

Colette PIBAULT

**Giscard chasse l'arrogance,
va-t-il se chasser lui-même ?**

L'actualité à laquelle est tenue de s'attacher toute publication, nous oblige, encore une fois à contre-cœur, de parler du dernier one-man-show offert à la télé par le locataire de l'Elysée. Dans cette discussion de Café du Commerce, il faut retenir deux points : la lècherie cauteleuse des quatre « journalistes » et le cynisme de l'interviewé.

Sur les premiers, écrire ce que tout le monde sait déjà est inutile. Sous la V^e République il est de notoriété publique que de parler d'un journaliste lèche-bottes est un pléonasse. Le sinistre Michel Droit a inauguré cette course au déshonneur, talonné par le suffisant Zitrone et relayé par l'insuffisant Cavada, nouvel éphèbe de service à la mode (on passera sous silence les authentiques débiles profonds genre Cicquel-le-peureux). A ceux-là, et à la manière de Voltaire, nous distribuerons donc notre mépris avec parcimonie à cause du grand nombre de nécessiteux.

Sur le second on peut tout dire. Sauf qu'il soit un crétin. Il aurait même tendance à apparaître de plus en plus sous son vrai jour : un fumiste combinard mais doué d'une fleur d'intelligence (ce qui n'est déjà pas mal vu le niveau de la classe politique ambiante). Il a compris une chose fondamentale : quand on s'adresse à une foule, plus c'est gros, plus c'est cost et plus ça passe. En entendant son monologue on se dit que ça n'est pas possible, qu'on réve tout debout. Ou c'est un fou. Ou alors un fameux comique. Eh bien, non ! C'est not' bon président affirmant sans rire que les dernières augmentations sont vraiment les dernières, « pour solde de tout compte pendant un an ». On connaît la chanson et même les bébés au berceau n'y croient plus. Le côté combinard du personnage est qu'il peut bien jurer cela sans risque car la fameuse et in-croyable conjoncture mondiale (hausse des producteurs de pétrole arabes, des baleines de parapluie ou de moules à gaufres moldo-valaques) justifiera bien quelques « rajustements » dans les semaines à venir.

Tout son laïus ne serait pas plus qu'un pet sur une toile cirée si l'aspect fumiste du personnage n'apparaissait pas avec autant d'impuissance.

Ce pédagogue au petit pied s'empêtre dans des statistiques et des chiffres, d'ailleurs douteux, et leur fait dire n'importe quoi. Déficit sécurité sociale ? Augmentation de 21% des frais de santé mais pas un mot sur les transferts de fonds aux autres caisses de prévoyance (voir ML précédent). L'industrie française ? Tout va bien, la preuve : on est le 2^e constructeur mondial d'hélicoptères. pas un mot sur le fait que c'est de l'armement. Libération des prix ? Impeccable, aucun d'eux n'a bougé « notablement », pas un mot sur le pain qui a bondi de 24%.

Le comble du cynisme est atteint par la présentation d'une grenouille gonflée d'orgueil appelée Barre dont « l'honnêteté est à toute épreuve ». Là dessus on peut faire confiance à Peyrefitte qui ne mettra jamais sa justice à l'épreuve douloureuse d'éclaircir l'affaire du compte numéroté de Barre au Lichtenstein, ni les magouilles immobilières sur un certain terrain à bâtir à St-Jean-Cap-Ferrat, comme Le canard enchaîné nous l'a révélé.

« On ne gouverne pas un peuple en le trompant ». Erreur mon bon président, c'est exactement l'inverse. Au lieu de chasser « l'arrogance des riches », chassez donc plutôt l'arrogance des tenants du pouvoir en général et la vôtre en particulier.

Pauvre Giscard dont ce dernier blabla apparaîtra dans vingt ans aussi rigolo et débile que le sont de nos jours les actualités Pathé-Journal des années 40.

Lamentable.

J.J. JULIEN

Café-théâtre



A la manière de...
(la chronique que Michel Droit aurait pu écrire)

F ALLAIT-IL donc que la France accusât tant de méchants coups venus de ses fils les plus légitimes ? Je me pose cette question après avoir vu (c'est comme cela qu'ils appellent leurs élucubrations) une « œuvre » d'un nommé Jean-Jacques PERONI, « comédien » de son état.

Les lecteurs assidus, et je les remercie, de mes billets hebdomadaires savent très bien le peu d'estime dans lequel je tiens les nouveaux démolisseurs de la culture et de l'esprit français. J'ai remis dernièrement, ici-même, à sa juste place le juif Gainsbourg, profanateur de notre hymne national, qui superposa les paroles viles et sacrées et une musique de nègres pédérastes. D'ailleurs que faut-il donc que nous attendions de plus venant d'un métèque apatride ?

Mais le cas Peroni est tout bonnement insupportable, quoique ô combien différent ! De prime abord il semblait que la consonance latine voire euphémique-maghrébine de son patronyme nous incitât à la circonspection. Cela est faux, je me porte garant devant vous, chers lecteurs, de l'ascendance purement française de ce nom : Peroni ; au moins depuis que l'Empereur Napoléon le Troisième eut rattaché le comté de Nice à l'ensemble de notre patrie.

Donc Français, Peroni l'est et l'est bel et bien. Il n'a aucune excuse. (Je passerai sous silence sa partenaire Myriam Roustan dont le nom, le prénom et même le faciès suffisent à cerner la personnalité et l'origine).

Était-il donc normal que son spectacle se déroula sous les rires gras d'une salle avachie et chevelue plutôt que sous les huées méritées des honnêtes gens ? C'est ce qui m'a choqué pour vous, chers lecteurs.

Voilà un jeune promis à un avenir brillant dans ce métier passionnant qu'est l'expression dramatique, héritier des mille ans de culture et de gloire qui ont forgé la France ; voilà un authentique enfant de notre pays ; voilà qu'il a tout pour être le messager de l'expression la plus pure de notre génie culturel. Et que fait-il ? Rien ! La Comédie française ? Allons donc, eût-il dit, ce sont des vieux « schnoques ». Le théâtre moderne avec des décors de Roger Hart ? Vous n'y pensez pas, vous eût-il immédiatement rétorqué, c'est trop « bourgeois ». Alors que faire ? Que fait-il me demanderez-vous, lecteurs assidus de mes billets, et je vous remercie. Du « café-théâtre » de seconde zone dans une salle de troisième ordre, le trop « célèbre » Café d'Edgar. Encore qu'il ait dépensé là une fougue ô combien naturelle à la jeunesse ! Mais ce ne sont que sarcasmes, quolibets, plaisanteries scatologiques et calembours douteux sur la saine et nécessaire institution qu'est la famille, ce ciment du mur de soutènement de notre société.

Evidemment, lecteurs attentifs, me demanderez-vous pourquoi je dispense un temps précieux à discourir sur cette nullité artistique ?

Ma seule réponse sera que, défenseur d'une certaine idée de la France, je me sens concerné dans mes fibres les plus profondes par ces velléités cherchant à détruire notre génie. J'ai le devoir sacré, puisque porte-parole de la majorité silencieuse, d'écraser dans l'œuf ces « artistes » à coup sûr appointés par la subversion internationale, chargés de porter le ver dans ce fruit sain : le pays qui est le nôtre.

Michel DROIT
pcc : J.J. JULIEN

* tous les soirs, 20 h 30, au Café d'Edgar

A voir absolument

Suite à ses succès remportés au Studio-Théâtre 14 en avril et au festival d'Avignon en juillet la Compagnie Miramont reprend

DU 3 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE

la représentation de la pièce d'Albert Camus

LES JUSTES

(voir article M.L. du 26/4/79)

Tous les jours sauf dimanches et lundis
au Studio-Théâtre 14 20, rue Marc Sangnier 75 014 PARIS
(réservation 365.15.73)

Notes de lecture

Le commandant d'Auschwitz parle

par Rudolf Hoess

Ed. Maspero

A VANT d'ouvrir ce livre, j'appréhendais d'y découvrir l'horreur. L'horreur du discours délirant d'un fou sanguinaire revendiquant ses actes hautement et clairement. L'horreur du spectacle lamentable d'un pauvre hère cherchant par tous les moyens à atténuer sa responsabilité, empêtré jusqu'à plus soif dans la justification de l'injustifiable. Du commandant d'Auschwitz, il me semblait difficile d'attendre autre chose. Et pourtant !

L'horreur, ce livre la respire effectivement du début à la fin. Elle suinte du moindre mot. Elle prend à la gorge. Elle suscite le dégoût, la révolte, l'envie de refermer à jamais cette page insensée de l'histoire des hommes. Elle est cependant d'un tout autre ordre que celle que je redoutais de trouver étalée complaisamment dans l'autobiographie de l'assassin de plusieurs millions d'êtres humains. D'un certain point de vue, elle est pire. Une fois débarrassée de sa gangue tout à fait de sensationnelle, elle nous apparaît à l'état brut ; dramatiquement crédible, désespérément banale.

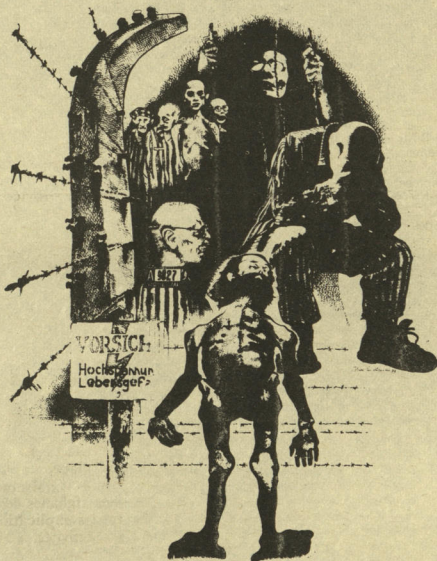
sauraient se faire une autre idée de l'ancien commandant d'Auschwitz. Elles ne comprendront jamais que moi aussi j'avais un cœur. » C'est par ces mots que se termine l'autobiographie que Hoess écrit en 1947 dans une prison polonaise juste avant d'être pendu. Ce sont des mots terribles. Hurler de dégoût ou s'esclaffer à leur lecture ne change rien à l'affaire. Hoess avait effectivement un cœur. Comme tout un chacun il aimait les fleurs, les chevaux et sa petite famille. Jamais au grand jamais il ne se serait permis d'exercer des sévices quelconques à l'encontre de ceux dont il organisait méthodiquement l'extermination. En fait, et c'est cela qui doit nous faire réfléchir, Hoess n'était pas fait d'un autre bois que beaucoup. Fils de militaire, élevé dans le sens du devoir, militaire lui-même, combattant de 14-18, patriote membre des corps francs après la guerre, condamné à dix ans de bagne pour avoir assisté sans y prendre part à l'assassinat d'un communiste, amnistié après avoir purgé la moitié de sa peine, paysan en Poméranie à sa libé-

ordres, lorsque, comme Hoess, on a été depuis toujours conditionné au respect de l'autorité en place, d'accord ou pas, on doit les exécuter.

C'est véritablement effrayant que d'entendre de telles choses. Ça l'est d'autant plus qu'on les entend tous les jours. Certes, tous ceux qui tiennent ce genre de discours ne finissent pas toujours dans la peau d'un commandant de camp d'extermination. Mais, sincèrement, les soldats français qui napolisaient l'Indochine, ceux qui torturaient en Algérie, les camarades syndiqués qui construisent des centrales nucléaires ou des armements de toutes sortes, la France profonde des beaufs qui est toujours prête à hurler à la mort devant tout ce qui - arabe, jeune, chevelu - sort un tantinet de la norme, pensez-vous qu'ils soient fondamentalement différents de Hoess ? Affaire de circonstances tout au plus ! Entre un haut fonctionnaire du crime comme Hoess et la cohorte innombrable des scribouillards de la soumission et de l'ordre existant, la différence est certes de degré, elle n'est nullement de nature.

Cela étant, si la folie meurtrière des nazis existe encore bel et bien à l'état endémique dans l'inconscient collectif des multitudes humaines, il ne s'agit pas pour autant de conclure à l'inéluctabilité de la chose, à l'inscription irrémédiable du phénomène dans le patrimoine génétique de l'espèce. Se borner à constater qu'hier l'horreur a atteint des sommets et qu'aujourd'hui, à l'heure où la dictature argentine génocida allégrement ses dissidents à grands coups de disparitions, et où l'odeur forte des goulags et des charniers empuantit chaque jour davantage l'atmosphère de la planète, elle s'apprête à en atteindre d'autres, cela demeure insatisfaisant pour les révolutionnaires que nous sommes. Ce qu'il nous faut comprendre et mettre à jour, c'est les racines profondes de cette lépre. Ce qu'il nous faut comprendre et faire comprendre, c'est que le totalitarisme, quelle que soit la région du monde où il sévit, quelle que soit la couleur idéologique dont il s'affuble, produit toujours les mêmes effets. Ce qu'il nous faut casser à jamais, c'est le rapport dialectique qui existe entre un individu que l'éducation, la morale et les multiples facettes de l'idéologie dominante ont conduit à devenir un pestiféré émotionnel dont l'équilibre névrotique oscille constamment entre l'attrait de la liberté et l'angoisse de la liberté, et la monstruosité d'un Etat totalitaire par essence qui étend ses tentacules sur l'ensemble de la réalité politique, économique et sociale, la marquant irrémédiablement au fer rouge de sa logique uniformisante. Ce qu'il nous faut enclencher, c'est une dynamique de la subversion révolutionnaire qui ne néglige aucun aspect de l'aliénation. Et vite !

Jean-Marc RAYNAUD



Sans être Monsieur Tout le Monde, Hoess n'a en effet rien du fou sadique ou du dément. Chez lui, nulle trace de cette fixité du regard que l'on rencontre chez les fanatiques et psychopates de tous ordres, persuadés jusqu'à l'illumination du bien-fondé de leur volonté exterminatrice. Quand il nous décrit la sinistre réalité d'Auschwitz, c'est le regard froid du sociologue qu'il pose sur elle. Loin de lui l'idée d'en faire l'apologie. Loin de lui également l'idée de nier les faits ou sa responsabilité personnelle dans la réalisation de l'holocauste. Ce qu'il veut nous faire comprendre, c'est comment il en est arrivé, un peu par hasard, à diriger un camp de concentration, et surtout comment, tout en désapprouvant ce qui s'y passait, il a continué à assumer cette tâche. Et c'est bien là, et essentiellement là, que réside toute l'horreur que ce livre est à même de susciter. Il nous montre ce qu'au fond de nous on se refuse à admettre, à savoir que des Hoess potentiels, il en est plein les rues.

« Que le grand public continue donc à me considérer comme une bête féroce, un sadique cruel, comme l'assassin de millions d'êtres humains : les masses ne

ration en 1929, membre du parti national-socialiste, Hoess se voit invité en 1934 par Himmler à entrer dans le corps de garde d'un camp de concentration... en raison, lui dit-on, de son expérience d'ancien prisonnier. Au départ, il s'agissait de garder des « ennemis de l'Etat » ; on connaît la suite. Réservoirs de main-d'œuvre puis centres d'extermination, la fonction des camps évolua très rapidement. Hoess ne partageait pas ce point de vue, mais il savait que son pays était engagé dans une lutte à mort et son devoir de soldat, de patriote, de fonctionnaire lui commandait néanmoins d'obéir à ses chefs. Les

**SOUTENEZ
LE
MONDE
LIBERTAIRE**



HERBERT MARCUSE

ou la confusion des genres

Herbert Marcuse est mort.

Jamais homme ne fut, dans notre pays tout au moins, si peu lu,
si mal compris et autant cité !

Cela tient au caractère de l'écrivain, à la parution tardive de son œuvre
dans notre langue,
mais plus encore à la pesanteur et au conservatisme des idées reçues,
à leurs morcellements en textes de circonstances qui, comme l'arbre,
cachent la forêt,

et auxquels leur brièveté confère une évidence indiscutable
que l'histoire, impitoyable, balayera.

Clair-obscur

Marcuse a évidemment souffert de cet état d'esprit imposé par ce conservatisme aux vieilleries qu'est devenue l'Université. Mais si l'œuvre du vieux professeur reste encore confidentielle et n'a pas atteint le grand public, il est par contre difficile d'échapper à une référence tirée d'un de ses ouvrages, lorsque l'on se penche sur un texte de la « nouvelle gauche » ou sur celui de « nouveaux philosophes » dans le vent. Et c'est justice, car le même clair-obscur, la même confusion des genres dominent leurs pensées. « *Nous sommes tous des enfants de Marcuse* » s'est écrit l'un d'entre eux, en citant une brochette de noms qui tiennent pour un temps le haut du pavé et donnent le « la » à l'intelligence qui signe des manifestes à s'en donner la crampe de l'écrivain. Hélas !

Rien d'ailleurs ne laissait prévoir la fortune singulière de cette œuvre qui, comme tant d'autres, aurait pu se contenter de s'inscrire parmi celles des innombrables disciples de Marx qui, depuis Kautsky jusqu'à Otto Bauer, en passant par Bernstein, Varga, Pannekoek et j'en passe, essaient de faire coller les prévisions du maître avec des réalités mouvantes, qui n'ont aucun respect pour les voies que leur ont tracées des théoriciens distingués.

Marcuse fut longtemps un professeur sans histoire dans des collèges américains de moyenne réputation. Ce n'est qu'à partir de 1966, alors que pour lui l'âge de la retraite était venu, que ses livres furent traduits et se répandirent à l'étranger parmi un cercle restreint. 1966 : la contestation, comme j'ai essayé de le démontrer dans mon livre sur « *la révolution de la jeunesse* », avait depuis longtemps engendré les révoltes qui vont éclober deux années plus tard.

Et cette jeunesse se reconnaît dans un écrivain qu'elle n'avait pas lu, dans l'œuvre duquel des spécialistes extrairent des textes de circonstance. Ainsi, il est une fois encore démontré que, sitôt constitués, les groupes sociaux se cherchent des ancêtres et des références philosophiques pour assurer leurs premiers pas vers l'irrationnel. Est-ce à dire que l'œuvre de Marcuse soit négligeable ? Certainement pas. Même si, plus que d'éclairer son temps, elle le singularise en posant, sans les résoudre, les problèmes de l'homme qui, face à son environnement, traîne derrière lui comme un boulet le matérialisme historique et la pensée judéo-chrétienne, ces matières touchables qui nous laissent juste la liberté de nous mouvoir à l'intérieur du cercle clos où l'économie et les règles de comportement qui en découlent, confinent l'intelligence et l'imagination.

Le politique et l'économique

Dans son livre *Le marxisme soviétique* (son meilleur ouvrage à mon avis) Marcuse n'apporte rien qu'on ne sache déjà et que nous n'ayons dit ici ou autre part. Rien sinon sa théorie ingénieuse sur les rapports entre la technologie, la technocratie et la bureaucratie qui imposent au pays et au Parti leur propre orientation, et ne peuvent le faire qu'à partir de solutions politiques. Mais écoutons Marcuse : « *Les machines modernes sont susceptibles d'une utilisation socialiste aussi bien que capitaliste. Cela revient à dire que le capitalisme, mais aussi bien que le socialisme, ont les mêmes bases techniques, et que la décision historique, quant à la façon dont cette base sera utilisée, est une décision politique.* » Pourquoi politique ? « *Parce que l'économie subit les contraintes de la classe dirigeante* ». Comme si les décisions politiques ne subsistent pas, elles aussi, les mêmes pressions. Argument spéculé destiné à s'aligner sur Marx contre un économisme dénoncé par le marxisme ! Mais on pourrait à la rigueur être d'accord avec cette réflexion simple, voir simpliste, si justement le terme « politique » ne trouvait ses limites dans un cercle où l'on veut enfermer l'art de penser et d'agir.

Il est évident qu'à partir du matérialisme dialectique et des rapports hiérarchisés établis à travers la sensibilité judéo-chrétienne qui définit les rapports entre les hommes depuis des millénaires, le socialisme, qui n'a ni le désir ni la stature de s'opposer à eux, en Russie comme autre part, s'agencera en tenant compte des différentes conditions économiques qu'il rencontrera. Ce qui suscitera des attitudes imposées

par la nécessité d'exister et de se développer. Les principes politiques et moraux ne seront plus là que pour tranquilliser les consciences et conférer aux classes dirigeantes un « supplément d'âme ». Dans ce milieu inamovible, quelles que soient les formes de production, que celles-ci soient capitalistes ou socialistes, il se construira, une fois de plus, une échelle des valeurs « marchandes », en haut de laquelle se hissera une classe dirigeante dont le souci principal sera de se maintenir dans ses privilèges. Et la culture pas plus que l'éducation n'y pourront rien car, dans ce cercle fermé, les libertés seront utilisées par l'État de façon à assurer le contrôle, le marxisme jouera alors le rôle de formateur dans une cité où la morale judéo-chrétienne justifiera les différences. Je sais bien que Marx n'a pas voulu ça. Mais ainsi que nous le fait remarquer Jacques Monod dans son remarquable ouvrage, *Le Hasard et la nécessité*, où il règle leur compte à la fois au matérialisme historique et aux éthiques basées sur la transcendance : « *On peut certes contester cette reconstitution, nier qu'elle corresponde à la pensée authentique de Marx et d'Engels, mais c'est somme toute secondaire. L'influence d'une idéologie tient à la signification qui demeure dans l'esprit des adeptes et qu'en donnent les épigones.* » Et les épigones de Marx s'en sont donné à cœur joie, depuis le début du siècle, à commencer par Lénine bien sûr. L'analyse économique de la Russie soviétique, à laquelle se livre Marcuse, est certes critique, mais fait appel au même mécanisme de raisonnement que Marx, dont il est envers et contre tous les autres théoriciens, le disciple fidèle « intégriste », oserais-je dire. Tout son effort de réflexion le conduit à revenir aux sources du marxisme, ce que n'apprécieraient pas les héritiers légitimes qui clament d'autant plus fort leur orthodoxie qu'ils taillent sans vergogne dans l'œuvre du maître.

Il se maintient dans cette ligne, définie par Marx et Engels dans leur livre *Critique des programmes du Gotha et d'Érfurt*, qui est le mur contre lequel buteront tous les essais d'appliquer le socialisme, et où il est dit : « *Ce droit égal suppose l'inégalité, l'inégalité effective, l'inégalité des hommes, car l'un est fort, l'autre est faible. (Les individus ne seraient pas des individus distincts, s'ils n'étaient pas inégaux).* »

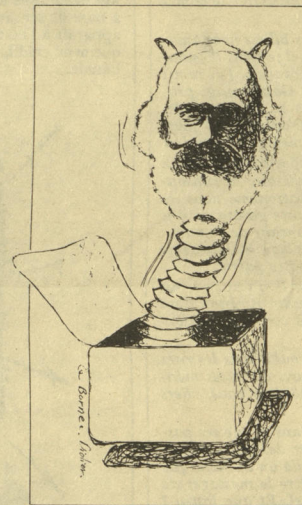
Et voilà bien la limite de cette société close dont Marcuse parle, où il s'enferme lui-même, et qui est solidement verrouillée par le matérialisme dialectique et par la société judéo-chrétienne. Les hommes sont différents, c'est vrai ! Ils tiennent à leur différence qui détermine leur personnalité et ils ont raison. Mais, justement, ce qui entrave cette différence, c'est l'inégalité des ressources qui l'empêche de s'affirmer. Et c'est justement l'égalité des moyens qui permet des choix différents qui ne sont pas déterminés par les ressources économiques. Conférer aux différences entre les hommes une valeur économique est dérisoire. Cela consiste à faire le tri entre les particularités de l'homme et à leur donner une valeur « marchande », à les « acheter » suivant la demande du marché qui reste occasionnelle. Et Marcuse, comme Marx, mélange les genres et établit une confusion entre la diversité souhaitable du caractère humain qui est un enrichissement, et la diversité des ressources qui transforme les sociétés socialistes ou capitalistes en coupe-gorge. Marcuse, comme le socialisme et le capitalisme, reste enfermé dans une société économique close dont les accélérations se déterminent à partir de la promotion sociale et économique qui est la carotte qui, depuis des siècles, fait avancer le bœuf.

La condition de l'homme

Dans *L'homme unidimensionnel*, Marcuse joue sur un autre registre, celui de la condition de l'homme dans la société, et c'est la société américaine qui fait l'objet de son examen. Le philosophe a bien vu le maintien des comportements de classe dans la société russe et leur parallélisme avec ceux qui ficellent la société américaine.

Dans un cas comme dans l'autre, c'est l'État, sous des formes différentes, qui détermine ces comportements des hommes entre eux d'abord, puis entre eux et la société économique industrialisée. Les morales sont des morales de justification du système, et l'homme y est poussé à travers l'éducation bien sûr, mais encore plus par son intérêt particulier, dans une société où il faut graver les hiérarchies pour devenir notable.

Marcuse s'élève contre l'endoctrinement. Écoutons-les encore : « *L'autodétermination ne sera effective que lorsqu'il n'y aura plus de masses, mais des individus libérés de toute propagande, de tout endoctrinement, de toute manipulation, qui seront capables de connaître et de comprendre les faits, d'évaluer enfin les solutions positives. En d'autres mots, la société sera rationnelle et libre dans la mesure où elle sera organisée, mise en forme, renouvelée par un sujet historique nouveau.* »



Comme c'est bien dit ! Qui ne souscritait à ces sentiments humanitaires qui touchent les cœurs aux rares instants de béatitude, qui pourraient être proclamés par les socialistes de toutes nuances (et qui le sont) et par le curé de ma paroisse ? Langage de philosophes ou d'archiprêtres qui, naturellement, butent contre la société et contre les clans qui s'y disputent le pouvoir. Et à cet instant se pose la question : « *Comment faire pour insérer, dans les faits, cet idéalisme réconfortant ?* ». « *Lorsque la société sera renouvelée par un sujet historique* », répond Marcuse. Lequel ? Celui que nous proposons un État marxiste ou libéral, débarrassé de sa bureaucratie comme il le souhaite, mais qui conserve une société bâtie sur des différences qui suscitent des compétitions économiques et sociales entre les hommes, dont les vainqueurs se constituent en classes et les vaincus en clans pour accéder au pouvoir ? Et pour lequel des privilèges qu'ils auront arrachés deviendront des dons, rendus à leur mérite ? Soyons sérieux ! L'inégalité des ressources, quels que soient les possesseurs des moyens de production, crée un milieu qui secrète tout naturellement des inégalités dans les comportements et dans les morales qui le justifient. Ou les inégalités sont indispensables pour servir de moteur d'évolution, et il faudra s'accommoder d'un système de classe ou de clan avec une morale qui en est le fruit, ou on construira une économie égalitaire dans laquelle la différence entre les hommes pourra s'épanouir librement.

C'est vrai que la critique de la société russe par Marcuse rejoint la nôtre. C'est vrai que les aspirations humanitaires sont celles que nous avons maintes fois proclamées. C'est vrai que nous pourrions adhérer à chaque fragment d'analyse qu'il nous propose. Marcuse est un homme qui démonte la société pièce par pièce, avec une logique jamais en défaut, qui détermine les aspirations des hommes proclamées comme finalité souhaitable pour toutes les idéologies, par toutes les confessions sur cette terre... plus tard bien sûr (ou au ciel... le risque est moindre !). Mais tous ces morceaux de la société qu'il désire, Marcuse est incapable de les rassembler, et faire coller ensemble une économie marxiste susceptible de supporter un comportement libertaire. En lisant Marcuse, on ronronne sans pouvoir se débarrasser de l'idée qu'il y a à quelque chose qui ne colle pas. Ce que n'a pas compris Marcuse, c'est que le savoir,

la culture, l'éducation ne suffisaient pas à transformer la société, et que les « vertus » qu'il préconise, ne peuvent être que le fruit d'une société sans classe où l'égalité permet aux diversités de s'épanouir. Marcuse est un bricoleur de génie, mais un bricoleur. Il reste à l'intérieur du cercle clos où il lui est impossible de rassembler tous les morceaux du puzzle dont il rêve. Il le sent confusément, et comme tous les idéalistes, il fait appel, pour soutenir sa proposition rationnelle, à l'irrationnel.

Paix aux hommes de bonne volonté

Dans son ouvrage *Contre-révolution et Révolte* écrit après les événements de 1968, et qui se veut une synthèse, il essaie de plaquer sur l'orthodoxie marxiste un comportement individualiste, et détermine un certain nombre de règles, destinées à faire rentrer la jeunesse en révolte dans le giron, ce qui constitue une soupe intellectuelle, où se mêlent marxisme et individualisme libertaire, auxquels la psychanalyse servirait de liant.

Il écrit : « *L'émancipation de la conscience reste la tâche première. Sans quoi, toute émancipation des sens, tout activisme radical demeurent aveugles et voués à l'échec. La pratique politique continue de la théorie : éducation, persuasion, raison. Seul le système peut s'en passer.* »

Il faut s'en accommoder ou briser le cercle. Pour libérer l'homme, il est indispensable d'arracher des mains de la classe dirigeante les moyens de production, mais l'histoire du socialisme nous apprend que cela ne suffit pas. Ce sont les structures économiques qui imposent les morales de comportement des groupes humains. Dans une société communiste ou capitaliste, ses rapports s'établissent à partir de différences de niveau de vie, qui suscitent des classes et des clans, et orientent les individus « qui se dopent pour arracher la fraction de seconde qui fera d'eux des champions ». Mais on ne fabriquera pas une population d'hommes conscients dans le cadre d'une économie de rapine. Par contre en cassant cette économie, on peut créer un climat qui permette un comportement différent des hommes. L'œuvre de Marcuse restera comme le témoignage des genres de la philosophie de notre époque, coincée entre Platon, Jésus et Marx. On la cite et on la citera longtemps encore, dans les sphères confidentielles des appareils politiques, car chacun, suivant ses convictions et suivant son humeur, peut en extraire des morceaux d'anthologie qui confirment ses propos.

C'est une œuvre de bons sentiments. L'œuvre d'un « honnête homme », du type de ceux qu'adoraient Voltaire et les philosophes de la révolution de 1789, qui voulaient le bonheur du genre humain sans que cela diminue en rien la considération, aussi bien morale, que sonnante et trébuchante, due aux gens de mérite. Et si se figuraient à arriver en laissant en place les institutions (le marxisme orthodoxe pour Marcuse), et en faisant appel à la vertu. C'est une chanson qui nous fut chantée en 1789. Le résultat, nous le connaissons : le bourgeois remplaça le seigneur avant la venue du commissaire. Cette naïve conviction, fort répandue de nos jours, qu'il est possible de marier le matérialisme dialectique et l'esprit libertaire, relève de la confusion de genres, que même le renfort apporté par le père Freud ne suffit pas à rendre plausible.

MAURICE JOYEUX